



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 8 NOVEMBRE 2024
DECISION n° SDU/2024-025

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-025**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- M. Georges BE DUC

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- M. Maël ERMAN

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 3 septembre 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et du rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. Georges BE DUC, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 17 octobre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. Georges BE DUC ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 3 septembre 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Portail 1 Economie et Gestion, à l'UFR d'Economie-Gestion, pour suspicion de fraude durant l'examen de Mathématiques du 19 juin 2024 par la détention d'une montre connectée sur laquelle du texte était affiché ;

Considérant que le procès-verbal de fraude rapporte en effet que l'intéressé « avait une montre connectée avec du texte affiché » et que ladite montre a ensuite été conservée par le surveillant durant le reste de l'épreuve ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressé reconnaît qu'il avait en sa possession une montre connectée durant l'examen mais nie toute intention de fraude, expliquant avoir omis de ranger ladite montre et que le texte affiché était une notification et non des notes de cours ;

Considérant qu'afin de démontrer qu'il n'avait aucune intention de frauder, l'étudiant ajoute que préalablement à l'incident, compte tenu des difficultés qu'il rencontre en Mathématiques (en raison d'une entrée tardive dans le cursus due à la délivrance retardée de son visa d'études), celui-ci avait d'ores et déjà tenté de rendre sa copie (blanche) et quitter la salle d'examen et ce en vain, le surveillant de l'épreuve lui ayant indiqué qu'il devait attendre à minima trente minutes après le début de l'épreuve ;

Considérant que l'intéressé indique avoir signé le procès-verbal d'incident sur les conseils d'un camarade afin de ne « pas avoir de problèmes » ;

Considérant que la section disciplinaire estime que la défense de l'utilisateur poursuivi est cohérente et que ses difficultés en mathématiques sont avérées ;

Considérant cependant que la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne dispose qu'est considérée comme une tentative de fraude « le fait pendant l'épreuve d'utiliser ou même de conserver avec soi des documents ou matériels non autorisés ainsi qu'un téléphone portable ou autre outil de communication » ;

Considérant qu'en conservant sa montre connectée pendant l'épreuve de Mathématiques du 19 juin 2024, l'étudiant a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX** :

Un blâme

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a long horizontal stroke.

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'N' and 'L' followed by a horizontal line.

Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 8 NOVEMBRE 2024
DECISION n° SDU/2024-017

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-017**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- M. Georges BE DUC

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- M. Maël ERMAN

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 19 juin 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et du rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. Georges BE DUC, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 5 juillet 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. Georges BE DUC ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 19 juin 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 1 Informatique, à l'UFR des Sciences, pour suspicion de fraude durant l'examen d'Algorithme et programmation du 13 juin 2024 par l'utilisation d'un écouteur à l'oreille droite pendant l'examen ;

Considérant que le procès-verbal de fraude rapporte en effet que l'intéressé « avait un écouteur à l'oreille droite » et que ledit écouteur a ensuite été confisqué durant le reste de l'épreuve ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressé reconnaît qu'il avait en sa possession un écouteur durant l'examen mais nie toute intention de frauder, expliquant l'avoir conservé par simple inadvertance et précisant ne plus sentir ses écouteurs par l'habitude de les porter ;

Considérant que l'étudiant ajoute avoir effectué quarante minutes de trajet en bus avec ses écouteurs, être arrivé en avance dans la salle d'examen et avoir retiré l'écouteur gauche afin de discuter avec un camarade, raison pour laquelle il ne lui restait que l'écouteur droit qu'il a omis de retirer ;

Considérant qu'afin de démontrer sa bonne foi l'étudiant précise que lors de l'émargement l'écouteur était parfaitement visible (ses cheveux ayant été attachés), qu'il avait éteint son téléphone peu avant le début de l'épreuve ce qui rendait ainsi son écouteur inopérant ;

Considérant que l'étudiant a volontairement démontré à la section disciplinaire que les écouteurs sont invisibles une fois ses cheveux détachés, précisant que s'il avait une quelconque intention de frauder il ne les aurait pas attachés le jour de l'examen ;

Considérant que l'intéressé indique également qu'une éventuelle fraude à l'examen d'Algorithme et programmation serait inutile car les notes de cours et travaux dirigés constituaient des documents autorisés durant l'épreuve ;

Considérant que l'étudiant atteste avoir signé le procès-verbal d'incident car il ne souhaitait pas « perturber l'examen » et car ce qui était indiqué sur ledit procès-verbal, à savoir qu'il « avait un écouteur à l'oreille droite » était un fait qu'il ne contestait pas ;

Considérant que la section disciplinaire estime que la défense de l'utilisateur poursuivi est cohérente ;

Considérant cependant que la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne dispose qu'est considérée comme une tentative de fraude « le fait pendant l'épreuve d'utiliser ou même de conserver avec soi des documents ou matériels non autorisés ainsi qu'un téléphone portable ou autre outil de communication » ;

Considérant qu'en conservant un écouteur à l'oreille droite pendant l'épreuve d'Algorithme et programmation du 13 juin 2024, l'étudiant a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX :**

Un blâme

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**



Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance



Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 8 NOVEMBRE 2024
DECISION n° SDU/2024-028

Affaire : Mme XXX, étudiante à l'Université de Picardie Jules Verne, née le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-028**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- M. Georges BE DUC

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- M. Maël ERMAN

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 3 septembre 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et du rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. Georges BE DUC, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressée adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 14 octobre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiante et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

Mme XXX s'étant présentée à l'audience accompagnée de Mme AAA, usagère de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. Georges BE DUC ;

Après avoir entendu l'étudiante, son conseil Mme AAA, ainsi que les échanges entre la commission de discipline, l'étudiante et son conseil, l'étudiante ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiante et son conseil se sont retirées ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 3 septembre 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **Mme XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrite en Licence 1 Droit, à l'UFR de Droit et Science Politique, pour suspicion de fraude à l'examen de Science Politique - Controverse politique du 17 juin 2024 après constatation par l'enseignant, lors de la correction, de réponses similaires à celles figurant sur la copie de M. YYY ;

Considérant que Mme BBB, enseignante et correctrice des copies d'examen rapporte que les copies litigieuses comportent non seulement les mêmes éléments de réponse mais également les mêmes erreurs, progressions d'argumentation et exemples, contrairement aux copies des autres étudiants qui « offrent des argumentations beaucoup plus hétérogènes » ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressée nie les faits reprochés, soutenant ne pas connaître M. YYY et expliquant que les éléments transcrits sur sa copie d'examen sont issus de ses fiches de révision qu'elle a fournies en accompagnement de ses observations écrites et qu'elle fournit de nouveau devant les membres de la section disciplinaire ;

Considérant que l'étudiante précise s'être servie non seulement des cours assurés par les enseignants pour constituer ses fiches de révision, mais également d'un cours partagé par une camarade sur un groupe Whatsapp ainsi que d'informations issues d'un livre consulté à la bibliothèque universitaire et de vidéos trouvées sur les réseaux sociaux (YouTube, Tiktok) ;

Considérant que l'intéressée ajoute ne pas avoir partagé ses fiches de révision et s'être assise au premier rang lors de l'examen, ce qui selon elle, aurait rendu une éventuelle fraude impossible ;

Considérant que l'intéressée permet volontairement à la section disciplinaire de consulter les fiches de révision sur son téléphone portable ;

Considérant que le contenu des fiches de révision présentes sur le téléphone portable de l'étudiante diffère du contenu des fiches de révision que celle-ci avait jointes à ses observations écrites, ce qui laisse présumer une modification opportune desdites fiches ;

Considérant que certains éléments de réponse figurant sur la copie de l'intéressée ont pu être retrouvés à l'identique sur le site « Studocu.com », une communauté en ligne sur laquelle les étudiants se partagent mutuellement des notes de cours ;

Considérant que la section disciplinaire estime que Mme XXX et M. YYY n'ont donc pas copié l'un sur l'autre mais ont fait usage du même document durant l'examen ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, est considérée comme une tentative de fraude « le fait pendant l'épreuve d'utiliser ou même de conserver avec soi des documents ou matériels non autorisés ainsi qu'un téléphone portable ou autre outil de communication » ;

Considérant qu'en reproduisant à l'identique des éléments de réponse issus d'un document non autorisé durant l'examen de Science Politique - Controverse politique en date du 17 juin 2024, l'étudiante a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Madame XXX :**

Une exclusion de neuf mois ferme de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressée et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**



Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance



Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 8 NOVEMBRE 2024
DECISION n° SDU/2024-027

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-027**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- M. Georges BE DUC

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- M. Maël ERMAN

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 3 septembre 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et du rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. Georges BE DUC, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 14 octobre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. Georges BE DUC ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 3 septembre 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 1 Droit, à l'UFR de Droit et Science Politique, pour suspicion de fraude à l'examen de Science Politique - Controverse politique du 17 juin 2024 après constatation par l'enseignant, lors de la correction, de réponses similaires à celles figurant sur la copie de Mme YYY ;

Considérant que Mme AAA, enseignante et correctrice des copies d'examen rapporte que les copies litigieuses comportent non seulement les mêmes éléments de réponse mais également les mêmes erreurs, progressions d'argumentation et exemples, contrairement aux copies des autres étudiants qui « offrent des argumentations beaucoup plus hétérogènes » ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressé nie les faits reprochés, soutenant ne pas connaître Mme YYY et expliquant avoir raté certains cours et ayant révisé à partir d'un cours partagé par une camarade, de vidéos sur les réseaux sociaux et d'informations fournies par sa sœur précédemment inscrite dans le même cursus ;

Considérant que l'intéressé indique s'être assis vers le rang du milieu et ne pas comprendre comment les deux copies ont pu contenir autant de similitudes ;

Considérant que certains éléments de réponse figurant sur la copie de l'intéressé ont pu être retrouvés à l'identique sur le site « Studocu.com », une communauté en ligne sur laquelle les étudiants se partagent mutuellement des notes de cours ;

Considérant que la section disciplinaire estime que M. XXX et Mme YYY n'ont donc pas copié l'un sur l'autre mais ont fait usage du même document durant l'examen ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, est considérée comme une tentative de fraude « le fait pendant l'épreuve d'utiliser ou même de conserver avec soi des documents ou matériels non autorisés ainsi qu'un téléphone portable ou autre outil de communication » ;

Considérant qu'en reproduisant à l'identique des éléments de réponse issus d'un document non autorisé durant l'examen de Science Politique - Controverse politique en date du 17 juin 2024, l'étudiant a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX** :

Une exclusion de neuf mois fermes de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a long horizontal stroke.

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance

A handwritten signature in purple ink, featuring a stylized 'N' and 'L' followed by a long horizontal stroke.

Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 8 NOVEMBRE 2024
DECISION n° SDU/2024-031

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-031**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- M. Georges BE DUC

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- M. Maël ERMAN

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 3 septembre 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et du rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. Georges BE DUC, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec avis de réception en date du 19 septembre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. Georges BE DUC ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 3 septembre 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 1 Science politique, à l'UFR de Droit et Science Politique, pour suspicion de fraude durant l'examen de Politique et géopolitique du 25 juin 2024 par la détention et l'utilisation d'un téléphone portable diffusant des éléments de cours permettant de répondre à l'une des questions posées ;

Considérant que dans le procès-verbal de constatation de fraude, Mme AAA rapporte que l'intéressé « avait conservé son téléphone portable dans sa poche pendant l'épreuve. Le téléphone s'est déclenché et un enregistrement a retenti dans la salle d'examen qui donnait des explications sur l'une des questions posées (définition de la nomenclature) » ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressé reconnaît qu'il était en la possession de son téléphone portable et que l'enregistrement qui a retenti vingt minutes après le début de l'épreuve portait effectivement sur une question posée à l'examen mais nie toute intention de frauder, expliquant ne pas comprendre comment l'enregistrement avait pu retentir alors que son téléphone était dans sa poche, faisant allusion à un éventuel « bug » de l'appareil ;

Considérant que l'intéressé ajoute que l'enregistrement consistait en une voix artificielle qui « raconte » ses cours, ce qu'il écoutait avec ses écouteurs filaires peu avant le début de l'épreuve afin de réviser ses cours ;

Considérant que l'étudiant affirme qu'il n'a pas adressé ses observations écrites à la section disciplinaire car il ne comprenait pas la procédure, n'a pas voulu « faire de bêtise » et a donc préféré attendre l'audience pour s'expliquer ;

Considérant que la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne dispose qu'est considérée comme une tentative de fraude « le fait pendant l'épreuve d'utiliser ou même de conserver avec soi des documents ou matériels non autorisés ainsi qu'un téléphone portable ou autre outil de communication » ;

Considérant qu'en conservant son téléphone portable pendant l'épreuve de Politique et géopolitique du 25 juin 2024, l'étudiant a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX** :

Une exclusion d'un an avec sursis de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**



Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance



Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr



COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 8 NOVEMBRE 2024
DECISION n° SDU/2024-018

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-018**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- M. Georges BE DUC

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- M. Maël ERMAN

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

Vu la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 19 juin 2024 ;

Vu la désignation de la commission de discipline ;

Vu la désignation du rapporteur et du rapporteur adjoint ;

Vu la convocation de la commission de discipline ;

Vu le rapport d'instruction rédigé par M. Georges BE DUC, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

Vu la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 14 octobre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par M. Georges BE DUC ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 19 juin 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant au [REDACTED], inscrit en Licence 1 Informatique, à l'UFR des Sciences, pour suspicion de fraude durant l'examen d'Algorithme et programmation du 13 juin 2024 par la détention d'un téléphone portable ;

Considérant que dans le procès-verbal de fraude, M. AAA, surveillant de l'épreuve, rapporte en effet que l'intéressé « consultait son portable pendant l'épreuve » et qu'une fois rangé, « il l'a repris une deuxième fois », le temps que le surveillant aille chercher un formulaire de procès-verbal ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressé reconnaît qu'il avait en sa possession un téléphone portable durant l'examen mais nie toute intention de fraude, expliquant avoir consulté son téléphone portable une première fois afin de consulter l'heure et une deuxième fois car il pensait que l'épreuve était terminée puisqu'il venait d'être surpris en possession d'un téléphone par un surveillant ;

Considérant que l'étudiant ajoute qu'il n'a pas poursuivi la rédaction de sa copie pour la raison précitée ;

Considérant que ce dernier affirme également qu'il n'a pas émis d'observations écrites à l'attention de la section disciplinaire car il ignorait en quoi cela consistait ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant qu'en conservant son téléphone portable pendant l'épreuve d'Algorithme et programmation du 13 juin 2024, l'étudiant a adopté un comportement contraire à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

PAR CES MOTIFS,

Article 1 : La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX** :

Une exclusion d'un an ferme de l'Université de Picardie Jules Verne

Article 2 : En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

Article 3 : Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait à Amiens, le mardi 3 décembre 2024

**La Présidente
de la Commission de discipline**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a long horizontal stroke.

Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN

Le secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'N' and 'L' followed by a horizontal line.

Nicolas LEVIEUX

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr